

**Gambie - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 19 janvier 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2337. Elle remercie chaleureusement le Sénégal pour son leadership et a soutenu depuis l'origine les efforts conduits par la CEDEAO et ses partenaires africains.

Les élections en Gambie se sont déroulées de manière irréprochable le 1er décembre. Elles ont illustré un phénomène qui, s'il est devenu banal n'en est pas moins remarquable, en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui en effet, dans la région, la gouvernance démocratique et le respect de la volonté populaire sont considérés comme un acquis, sur lequel personne ne penserait à revenir. L'année dernière, sur 10 élections dans la région, six ont connu une alternance au pouvoir. Les élections se déroulent de manière apaisée et personne ne songe à en contester la légitimité. Je pense au Ghana dernièrement, mais également au Nigéria, au Niger, au Bénin et au Burkina Faso par exemple.

En Gambie, Monsieur le Président, la remise en cause du résultat des élections par le président Jammeh, alors qu'il l'avait lui-même reconnu, a été unanimement condamnée, par la communauté des États d'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine et dans cette enceinte. Tous ont appelé M. Jammeh à respecter la décision souveraine de son peuple et à accepter de remettre le pouvoir au président Barrow, dans le respect de la constitution gambienne.

Depuis, les pays de la région n'ont épargné aucun effort pour parvenir à un règlement pacifique de la crise, dans le respect des chartes de la CEDEAO et de l'Union africaine. Les chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO se sont réunis le 17 décembre, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine s'est réuni, le 13 janvier, spécifiquement sur ce sujet, tout comme le Conseil de sécurité, qui a adopté une déclaration présidentielle claire sur la question.

La France salue les efforts sans relâche de la CEDEAO, le travail de médiation des présidents Buhari, Johnson-Sirleaf et Mahama, qui se sont rendus à Banjul et ont été en contact incessant avec les parties gambiennes. Elle salue les efforts du représentant spécial du secrétaire général, Mohamed Ibn Chambas, qui a aussi fait tout son possible pour qu'une transition pacifique puisse avoir lieu. Elle salue enfin les efforts du Maroc et de la Mauritanie, qui, dans un dernier effort, ont également déployé des trésors de diplomatie pour que M. Jammeh accepte de quitter dignement ses fonctions à l'issue de son mandat.

Monsieur le Président,

Nous évoquons souvent dans ce conseil la nécessité de renforcer la diplomatie préventive. La crise gambienne en est une parfaite illustration : aucun effort n'a été épargné par l'ensemble des acteurs pour parvenir à une remise pacifique du pouvoir au président élu.

Aujourd'hui, M. Jammeh refuse toujours d'entendre ces appels, malgré toutes les garanties offertes par son successeur pour lui assurer le respect dû à son statut d'ancien président de la République. M. Barrow a prêté serment ce matin, il est aujourd'hui le président légitime de la Gambie.

C'est pourquoi la France considère qu'il était indispensable que le conseil de sécurité s'exprime et adopte une résolution qui fasse passer un message clair à M. Jammeh aujourd'hui. Elle se félicite que cette résolution ait été adoptée à l'unanimité et que le conseil apporte ainsi son plein soutien aux efforts de la région pour résoudre cette crise.

Je vous remercie./.